



MARCHE DE SERVICES

N°2025_08-09-10-11-12

SERVICES D'ASSURANCES POUR
ANRU – Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
159 rue Jean Lolive - 93500 PANTIN

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Procédure de passation du marché :

*Procédure adaptée en application des articles L.2123.1, R2123-1 et suivants du Code de la
Commande Publique*

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	4
Article 2 - Décomposition du marché	4
Allotissement.....	4
Forme du marché	4
Article 3 - Généralités	4
Pièces contractuelles	4
Pièces générales	5
Protection de la main d'œuvre et clause sociale	5
Protection de la main d'œuvre	5
Réparation des dommages.....	6
Assurances	6
Développement durable.....	6
Autres obligations	6
Obligations relatives à la sous-traitance	6
Confidentialité et sécurité	7
Obligations diverses	7
Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations	8
Durée du marché	8
Exécution complémentaire.....	8
Modification du marché	8
Réalisation de prestations similaires	8
Article 5 - Prix et règlement	8
Contenu des prix.....	8
Révision des prix.....	8
Modalités de règlement.....	9
Régime des paiements.....	9
TVA.....	9
Présentation des demandes de paiement.....	9
Répartition des paiements.....	10
Délai global de paiement.....	10
Périodicité des paiements	11
Avance	11
Sûretés.....	11
Retard administratif du paiement des primes	11
Article 6 - Définition des garanties	11
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
Protection de l'intérêt général	11
Discrétion, sécurité, secret professionnel	12
Paiement après sinistre	12

Article 8 - Dispositions diverses.....	12
Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations	12
Article 9 - Résiliation	12
Dispositions générales.....	12
Résiliation du fait de l'acheteur	12
Diminution du risque.....	12
Aliénation de la chose assurée	13
Résiliation annuelle du marché	13
Résiliation du fait du titulaire	13
Résiliation annuelle du contrat	13
Aggravation du risque	13
Redressement ou liquidation judiciaire	13
Article 10 - Litiges et différends	14
Article 11 – Dérogations aux documents généraux.....	14
Article 12 – Renseignements complémentaires	14
Voies et délais de recours.....	15

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché concerne :

Services d'Assurances pour l'ANRU – Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

- Lot 1 : Dommages aux biens (2025-08) ;
- Lot 2 : Responsabilité civile générale (2025-09) ;
- Lot 3 : Responsabilité civile des mandataires sociaux (2025-10) ;
- Lot 4 : Risques spéciaux (2025-11) ;
- Lot 5 : Rapatriement Missions (2025-12).

Le marché a pour objet de confier à un professionnel de l'assurance, la gestion des polices susmentionnées de l'ANRU, le placement des risques à 100% et une mission de conseil et d'accompagnement.

En application du Code des Assurances, l'exercice de la profession est impérativement réservé à des sociétés d'assurances (*agrément administratif, article L.320-2 du Code des Mutualités et L.321-1 du Code des Assurances*) et, ou des intermédiaires d'assurances (*certificat d'immatriculation à l'ORIAS, article R.512-1 du Code des Assurances*).

Lieu(x) d'exécution : France entière

Article 2 - Décomposition du marché

Allotissement

Le marché est composé de 5 lots définis comme suit :

- Lot 1 : Dommages aux biens (2025-08) ;
- Lot 2 : Responsabilité civile générale (2025-09) ;
- Lot 3 : Responsabilité civile des mandataires sociaux (2025-10) ;
- Lot 4 : Risques spéciaux (2025-11) ;
- Lot 5 : Rapatriement Missions (2025-12).

Forme du marché

Les prestations donnent lieu à des marchés ordinaires pour l'ensemble des lots.

Article 3 - Généralités

Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (AE), son Annexe « Cadre de Réponse Technique » (CRT), le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat, pour chaque lot ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), pour chaque lot ;
- Les annexes relatives au CCTP, (pour chaque lot), le cas échéant.

Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code des Assurances ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS).

Protection de la main d'œuvre et clause sociale

Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- 1) Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :
 - a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail ;
 - b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail.
- 2) Lors de la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative communiquer la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - a) Sa date d'embauche ;
 - b) Sa nationalité ;
 - c) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3) Lors de l'attribution du marché et avant la notification de celui-ci, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public.

A savoir :

 - a) Le certificat social URSSAF,
 - b) Une attestation fiscale ou de régularité fiscale,

De plus, pour les contrats d'une valeur supérieure ou égale à 5 000 € le candidat et futur attributaire de du marché doit fournir avant la notification du marché puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance)

- 4) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Assurances

Avant toute notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné à l'occasion ou du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire la preuve qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de sa responsabilité.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

Autres obligations

Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours d'exécution du marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes

à verser par paiement direct ou indirect au sous-traitant et les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance :

- 1) Les documents relatifs à ses capacités techniques, professionnelles et financières :
 - DC2 ou équivalent dûment complété (CA sur 3 ans) ;
 - Moyens matériels et humains,
 - Liste des références sur 3 ans
- 2) Une copie de l'extrait K-Bis de moins de trois mois,
- 3) Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le sous-traitant,
- 4) Les attestations d'assurance, fiscales et sociales
- 5) une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- 6) Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

Confidentialité et sécurité

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

a) Obligation de confidentialité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG.

b) Protection des données à caractère personnel

En cas de traitement des données à caractère personnel confiées au titulaire, les dispositions suivantes sont applicables :

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de respecter ces évolutions sans qu'un avenant soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

c) Mesures de sécurité

N/A.

Obligations diverses

Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-7 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro.
Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

Durée du marché

Le délai d'exécution des prestations court à compter **du 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2029 à minuit.**

Durée maximale du contrat : 48 mois.

Exécution complémentaire

Modification du marché

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, et selon les modalités suivantes :

En cours d'exécution du marché, les parties peuvent convenir de procéder à des modifications et/ou des ajouts d'une (des) prestation(s), objet du marché, afin de faire suite à des évolutions d'ordre réglementaire et/ou normative des prestations objet du marché. Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du marché. Ces modifications seront constatées par voie d'avenant.

Réalisation de prestations similaires

Des marchés négociés pourront être passés ultérieurement en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Article 5 - Prix et règlement

Contenu des prix

Les modalités de détermination de la prime (taux, assiette, forfait etc.) pour chaque risque recensé sont précisées au CCTP, ainsi qu'à l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont indiqués dans l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Révision des prix

Lot n°1 Dommages aux biens :

La prime sera indexée sur le dernier indice Fédération Française du Bâtiment (FFB).

La prime annuelle est fixée au prix du m² de la surface totale déclarée.

L'évolution de l'assiette de tarification, soit du nombre de m² au 01/01 de l'année d'échéance,

impacter la prime.

Lot n°2 Responsabilité Civile Générale :

- Si prime annuelle provisionnelle, la révision des prix s'appliquera selon le taux de révision indiqué dans l'AE.
L'évolution de l'assiette de tarification constituée de la masse salariale brute en vigueur au 01/01 de l'année d'échéance impactera la prime provisionnelle RCG.
- Si prime forfaitaire annuelle : les prix sont fermes.

Lot n°3 Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux :

Il s'agit d'une prime annuelle forfaitaire, non susceptible d'être révisée pendant la durée du marché.

Lot n°4 Risques spéciaux :

Il s'agit d'une prime annuelle forfaitaire, non susceptible d'être révisée pendant la durée du marché.

Lot n°5 Rapatriement Missions :

Il s'agit d'une prime annuelle forfaitaire, non susceptible d'être révisée pendant la durée du marché.

Modalités de règlement

Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

TVA

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Présentation des demandes de paiement

Le paiement des primes s'effectue sur présentation d'une quittance annuelle et comporteront les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable ;
- 5) Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou,

- lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
 - 10) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
 - 11) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

La facture comporte également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de transmission du message électronique.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Afin d'éviter toute difficulté ultérieure, il est demandé au titulaire et à son service comptable d'être particulièrement attentifs sur ce point particulier

Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

➤ En cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

➤ En cas de sous-traitance

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations

principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Périodicité des paiements

Les cotisations d'assurances sont payables annuellement à terme à échoir à réception de l'appel de prime sous 30 jours sans qu'il ne soit fait application de l'article L113-3 du code des assurances durant cette période.

Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Sûretés

Sans objet.

Retard administratif du paiement des primes

Les primes du présent contrat devant être dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives. Dans les autres cas, il est fait application de l'article 9 du présent CCAP.

Article 6 - Définition des garanties

Se référer au **CCTP**.

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution : ANRU - 159 rue Jean Lolive - 93500 PANTIN

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Protection de l'intérêt général

Dans le cadre de la protection de l'intérêt général et dans le souci d'assurer la continuité du service public, les compagnies d'assurances devront justifier d'un établissement sur le territoire français à partir duquel les risques seront assurés. Ceci est justifié par l'exercice d'une activité d'assurance durable, régulière, continue.

Cette exigence attendue de tout candidat au présent marché est considérée comme indispensable en tant qu'elle permet seule d'atteindre et de protéger l'objectif d'intérêt général confié au sein du contrat d'assurances.

Discrétion, sécurité, secret professionnel

Sauf demande expresse des tribunaux et dans les limites des lois en vigueur, les compagnies d'assurances ne peuvent donner à un tiers aucune information sur les contrats du souscripteur.

Païement après sinistre

Le versement des indemnités interviendra dans un délai de 30 jours à compter de l'accord amiable intervenu entre le souscripteur et le titulaire, ou une décision judiciaire exécutoire.

Article 8 - Dispositions diverses

Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les conditions suivantes : les courriels seront les moyens privilégiés de communication entre le titulaire et le service de : ANRU en charge du marché.

Article 9 - Résiliation

Dispositions générales

La résiliation du marché intervient à l'initiative de l'assureur ou du souscripteur. En cas de résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée. Les sommes restant dues par le titulaire sont immédiatement exigibles. Toutefois, il ne sera prévu aucune indemnité de quelque nature que ce soit en faveur du titulaire du marché.

Résiliation du fait de l'acheteur

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et en cas de :

Diminution du risque

L'assuré a droit en cas de diminution du risque en cours de contrat à une diminution du montant de la prime. Si l'assureur n'y consent pas, l'assuré peut dénoncer le marché soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par remise contre récépissé. La résiliation prendra effet 120 jours après sa notification à l'assureur. Celui-ci doit alors rembourser à l'assuré la portion de prime ou cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

Aliénation de la chose assurée

Il est fait application des articles L 121.10 et L 121.11 du Code des assurances.

Résiliation annuelle du marché

L'Assuré a le droit de résilier le contrat à l'expiration d'un délai d'un an, en envoyant une lettre recommandée à l'assureur au moins 6 (SIX) mois avant la date d'échéance. Le délai de résiliation court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux Articles L. 2142-1, R. 2142- 3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'Article R. 2143- 8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts exclusifs du titulaire.

Résiliation du fait du titulaire

Résiliation annuelle du contrat

L'assureur a le droit de résilier le contrat à l'expiration d'un délai d'un an, en envoyant une lettre recommandée à l'assuré au moins 6 (SIX) mois avant la date d'échéance. Le délai de résiliation court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste.

Aggravation du risque

En cas d'aggravation du risque en cours de contrat, l'assureur peut soit proposer une augmentation de prime soit demander la résiliation du contrat.

Dans le premier cas, l'absence d'accord de l'assuré ou son refus dûment constaté dans un délai de 1 (UN) mois à compter de la demande expresse de réévaluation du souscripteur aboutit à la résiliation du contrat dans un délai de 6 mois à compter de sa notification.

Dans le second cas, en cas d'aggravation du risque telle que, si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion du contrat ou de son renouvellement, l'assureur n'aurait pas contracté, l'assureur a la faculté de résilier le contrat au terme d'un délai de 6 (SIX) mois après notification. L'assureur doit rembourser à l'assuré la portion de prime afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

L'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, en continuant à recevoir les primes ou en payant après un sinistre, une indemnité.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a

expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 10 - Litiges et différends

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 11 – Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 3-1 du CCAP.
- Dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS par l'article 4-1 du CCAP.
- Dérogation à l'article 16.2 du CCAG FCS par l'article 3-5 du CCAP.

Il est dérogé aux dispositions prévues par les C.C.A.G en ce qu'elles ont de contraires avec les dispositions du Code des Assurances. En cas de litige entre les C.C.A.G et le Code des Assurances, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévaudront.

Article 12 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 (DIX) jours** avant la date limite de remise des offres, une demande sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 (SIX) jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le présent marché est soumis au droit français.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Montreuil
Adresse : 7 Rue Catherine PUIG 93558 Montreuil
Téléphone : 01.49.20.20.00
Courriel : greffe/ta-montreuil@juradm.fr
Site internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier au Tribunal compétent.